

DIAL 3550

BRÉSIL - Les luttes paysannes et l'utopie possible

Carolina Motoki

mercredi 21 octobre 2020, mis en ligne par [Dial](#)

Cet article, tiré d'un exposé présenté le 8 juin 2020 lors de l'atelier « Conflits dans les campagnes au Brésil : comme d'habitude et par ces temps de pandémie et de Bolsonaro », organisé dans le cadre du Forum populaire de la nature, a été publié sur le site du [Monde diplomatique Brasil](#) le 20 juillet 2020, puis traduit et publié en français par [Le Grand Soir](#) le 24 septembre 2020. L'autrice, Carolina Motoki, est journaliste, éducatrice populaire et conseillère de la Campagne de prévention et lutte contre l'esclavage de la Commission pastorale de la terre (CPT).

La violence doit être considérée comme systémique : elle est nécessaire à l'expansion de l'agroindustrie et des projets miniers. La violence est nécessaire à l'expansion du capitalisme. Et s'il y a de la violence, il y a aussi de la résistance.

Alors que cet exposé était présenté, dans le cadre de l'atelier de la Commission pastorale de la terre (CPT) au Forum populaire de la nature [\[1\]](#), 200 familles qui travaillent et produisent de la nourriture sur les terres ensanglantées du massacre de Pau D'Arco étaient sur le point d'être expulsées, la semaine suivante. En 2017, neuf travailleurs et une travailleuse ont été torturés et assassinés par des policiers civils et militaires sur la ferme Santa Lucia, une terre revendiquée par la famille Babinski, dans le sud du Pará. Le tribunal de [la municipalité de] Redenção avait ordonné, en référé, la « reprise de possession » de cette terre, à exécuter en pleine quarantaine. Le juge du tribunal agraire de Marabá a suspendu la décision tant que dure le danger de contamination par le nouveau coronavirus.

Le massacre de Pau D'Arco fait partie des chiffres recueillis dans le cadre du très important travail de documentation sur les conflits sur le terrain que la CPT mène depuis le milieu des années 80. Chaque année, une brochure est publiée avec des données recueillies par des agents répartis dans tout le Brésil.

À chaque publication, on discute beaucoup de la manière dont se déroulent les conflits et de leur relation avec la conjoncture politique : s'il y a eu expansion ou réduction, dans quelles régions ils ont prédominé, s'il y a eu plus ou moins de meurtres. La question est la suivante : si le gouvernement Bolsonaro contribue à l'escalade de la violence dans les campagnes, comment cela se produit-il en pratique ?

Au-delà de ces analyses, qui sont fondamentales, les données indiquent qu'il y a toujours violence. Depuis que la CPT a commencé ce travail, il n'y a pas eu de période de trêve et de paix dans les campagnes - l'intention ici n'est pas d'alléger le fardeau de qui que ce soit ; il y a de mauvais moments et il y a des moments bien pires, comme celui que nous vivons aujourd'hui. Mais il est nécessaire de considérer la violence comme systémique : elle est nécessaire à l'expansion de l'agrobusiness et des projets d'extraction. La violence est nécessaire à l'expansion du capitalisme. Et s'il y a de la violence, il y a aussi de la résistance.

L'agriculture est violente

Au Brésil, depuis l'invasion portugaise, l'expansion des champs agricoles dans tous les biomes a eu lieu sur des territoires traditionnellement occupés ou sur des terres publiques. Au Brésil, l'accaparement de terres [2] est constante. Cette pratique a été légitimée tout au long de l'histoire par plusieurs amnisties. Aujourd'hui, il y a une forte et importante mobilisation pour interdire la mesure provisoire du *grilagem*, qui est devenue le projet de loi 2633 [3]. Cependant, plusieurs amnisties se sont succédées au cours de l'histoire, qui ont récompensé ceux qui ont volé des terres au Brésil et ont permis de « passer l'éponge ».

Pas seulement dans le passé : l'agrobusiness continue de s'étendre sur de nouveaux territoires avec le vol de terres comme méthode, de l'Amazonie au Cerrado [4]. Et la violence est un instrument de cette appropriation.

Fin mai 2020, Repórter Brasil a publié le dossier spécial « Menaces, milices et morts : le nouveau visage du "Vieux Chico" » [5], consacré aux conflits sur les rives du fleuve São Francisco, dans le nord de l'État de Minas Gerais. Là-bas, sur les rives du fleuve, les *grileiros* tentent de s'approprier des terres appartenant à des communautés riveraines, qui cultivent la terre pour leur subsistance. Pour ce faire, ils se sont organisés en un groupe d'environ 300 fermiers de la région pour mener des expulsions et d'autres actions, avec le soutien du Secrétaire d'État à la justice et à la sécurité publique. La formation de milices n'est pas une particularité de Minas, c'est un mode opératoire.

Cette union de fermiers est ce que nous appelons un consortium. Ce sont des consortiums d'agriculteurs qui ont orchestré l'assassinat du père Josimo et du syndicaliste Gringo dans les années 1980 dans la région connue sous le nom de Bico do Papagaio, à l'extrême nord de l'État du Tocantins ; ce sont des consortiums qui ont assassiné la missionnaire Dorothy Stang dans les années 2000.

L'agrobusiness au Brésil ne se répand pas dans le pays sans vol de terres et sans violence, avec pour conséquence la destruction de l'environnement.

La violence comme option d'État

Cette violence fait partie de l'option de l'État brésilien pour le « développement » du pays, basé sur l'agrobusiness et les projets d'extraction minière. Le Brésil a été transformé en une marchandise, la nature a été transformée en marchandise.

En d'autres termes, l'État brésilien a opté pour la violence de la colonisation de ces territoires, une violence patriarcale et raciste – pour faire le lien avec les luttes qui se déroulent dans les villes du monde d'aujourd'hui.

Il est très frappant d'entendre les membres des communautés indiennes et paysannes, ainsi que des communautés noires des villes, lorsqu'ils racontent leurs luttes, répéter toujours la phrase « Nous sommes des êtres humains », pour justifier le fait qu'ils méritent d'être traités avec dignité. Comment des personnes en viennent-elles à devoir réaffirmer leur humanité ?

D'autre part : pour qui la propriété est-elle sacrée ? Des études menées par des chercheurs noirs ont montré la relation étroite entre la propriété et l'homme blanc, depuis l'époque de la colonie portugaise jusqu'à aujourd'hui. L'agro [6] est blanc est le titre du reportage de l'[Agence publique](#) [7] qui montre que la propriété foncière est concentrée dans les mains des blancs. L'agriculture est blanche. L'agriculture est raciste. L'agriculture est violente.

Cette histoire de violence est aussi une histoire de résistance

L'histoire du Brésil est l'histoire des conflits, des massacres et de la violence contre ces peuples. En même temps, cette histoire est aussi celle de la résistance de ces communautés. On ne peut pas parler de la violence de l'agrobusiness et des projets d'extraction minière sans parler de résistance. Si c'est sur les

terres, les eaux et les forêts de ces peuples que l'agrobusiness et le capital avancent pour se les approprier, ce sont ces peuples, avec leurs corps, qui bloquent cette avancée.

Par conséquent, ils bloquent également la progression et l'apparition de nouvelles maladies. Dans les débats du Forum des peuples de la nature, on a beaucoup parlé de la pandémie du nouveau coronavirus en tant que résultat de la façon dont le capitalisme a agi sur le monde, en particulier l'industrie extractive et l'agrobusiness – incluant ici non seulement les fermiers et les entreprises agricoles, mais aussi les industries de pesticides, d'engrais, de semences, etc.

L'utilisation de transgéniques, de pesticides et d'autres produits chimiques, l'élevage industriel, la dévastation des forêts et la pollution par les combustibles fossiles génèrent des déséquilibres qui entraîneront de plus en plus de pandémies et de maladies. Ce à quoi nous sommes confrontés est une « agropandémie ». Rob Wallace, philogéographe [8] et biologiste évolutionniste états-unien qui a écrit en 2015 *Pandémie et agrobusiness*, qui sera bientôt publié au Brésil par l'éditeur Elefante, a déclaré au cours du débat « Capitalisme, changement climatique, pandémie », que les forêts sont des organismes importants pour arrêter la propagation de nouveaux virus.

Et les forêts ne sont pas vides : elles sont occupées par des gens qui en dépendent.

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, les communautés qui, avec leur corps, se battent pour protéger leur existence, finissent par protéger l'humanité dans son ensemble. Ce n'est donc pas un combat qui est éloigné des habitants des villes. Les causes de cette pandémie que nous vivons et d'autres auxquelles nous devons faire face dans les villes et les campagnes dans les années à venir, résident dans les destructions promues par l'agrobusiness et les projets d'extraction sur les territoires de ces peuples.

Bolsonaro est également un symptôme de la crise plus ample que nous vivons. Lorsqu'il prend le pouvoir avec un discours abominable, violent et pervers, nous nous demandons : comment en sommes-nous arrivés là ? Pourtant, il est important de réaliser que sa base a été construite au cours des années pendant lesquelles notre société a accepté et normalisé des choses terribles. Comment accepter ces morts imposées comme étant nécessaires au « développement » ? Comment tolérons-nous toute cette violence, dans les campagnes et dans les périphéries urbaines ? Peut-être parce que ces corps ne sont pas considérés comme suffisamment humains ?

Mais ces violences s'étendent à d'autres corps, de différentes manières. Comment acceptons-nous de manger quotidiennement des aliments empoisonnés par l'agrobusiness, comme si cela était nécessaire et inexorable ? Comment acceptons-nous de boire de l'eau empoisonnée chaque jour par l'agrobusiness ?

Et ce ne sont pas seulement les communautés comme celles de la Serra do Centro à Campos Lindos, dans l'État du Tocantins, qui sont touchées depuis des décennies par le soja et consomment de l'eau empoisonnée. Le poison est dans nos robinets, dans la plupart des villes brésiliennes, comme le montre la carte de l'eau publiée l'année dernière par Repórter Brasil et Agence publique.

Comment pouvons-nous tolérer d'être empoisonnés quotidiennement par l'agrobusiness, comme s'il n'y avait pas d'alternative ? Nous nous empoisonnons tous. Et nous en tombons malades : les décès par covid entreront-ils dans la facture des assassinats de l'agrobusiness ? Et les cas de cancer et les autres maladies ?

Ce qui se passait dans les endroits dits éloignés et dans les périphéries frappe à la porte de plus de gens, et met à nu une politique institutionnelle. Le gouvernement Bolsonaro et la pandémie ont mis à nu et approfondi une destruction et une violence qui étaient déjà là.

Ne pas se battre n'est pas une option

L'histoire de plus de 500 ans de résistance montre qu'il y a beaucoup de luttes. Néanmoins, du côté de la gauche classique et institutionnelle, on ne considère pas ces luttes comme fondamentales pour arrêter l'expansion du capitalisme. Beaucoup de gens du camp des gauches disent que, depuis le coup d'État de

2016 [9], le peuple n'est pas organisé. Mais il y avait beaucoup de gens organisés et en lutte alors qu'une partie de la gauche était prise de stupeur et sans savoir quoi faire. Peut-être pas avec l'organisation centralisée que traditionnellement nous connaissons – ou espérons – mais organisés quand même.

Pour qui habite dans une communauté qui voit son existence menacée, ce n'est pas une option de ne pas se battre. Il n'est pas possible de choisir le bon moment pour se battre. Soit on se bat, soit on meurt. Soit vous vous battez, soit vous vous retrouvez à la périphérie d'une ville appauvrie et sous-développée, ce qui, pour beaucoup de ces gens, équivaut à la mort.

Si l'on fait un parallèle avec les premières manifestations qui ont eu lieu pendant la pandémie, pour beaucoup de gens il n'est pas possible de choisir de descendre ou non dans la rue. Lors des manifestations du dimanche 7 juin, interrogés sur les risques de rupture de l'isolement social, les gens, ont répondu : « J'ai plus peur du racisme que du virus », « il est plus facile de mourir par balle que d'un virus ». Beaucoup de ces personnes ne peuvent pas respecter le confinement. Ce sont eux qui meurent de toute façon, qui sont assassinés de toute façon. Et cela se passe dans les périphéries des villes autant que sur les territoires des communautés paysannes : ce sont des espaces de violence mais aussi des territoires de résistance et de lutte, souvent rendus invisibles et considérés comme mineurs par la gauche elle-même.

Subvertir les façons de penser, de sentir et d'agir

Il est nécessaire de prêter attention au potentiel révolutionnaire et transformateur des luttes des communautés paysannes et des peuples originaires. Elles sont profondément transformatrices car elles bouleversent la logique de notre regard sur le monde. Si nous ouvrons nos oreilles, nos esprits et nos cœurs, ces luttes subvertissent nos propres subjectivités traversées par le capitalisme, la colonisation, la modernité. Nous aussi, nous sommes colonisés.

Contrairement à ce que l'on pense, ces luttes ne sont pas seulement des luttes localisées pour un morceau de terrain ou pour la défense des corps. Elles sont affirmation du présent et construction d'une possibilité d'avenir.

Dans ces luttes est incluse la construction d'une théorie politique anticapitaliste qui pointe dans d'autres directions : un autre modèle de propriété foncière ; un autre rapport au travail, qui ne soit pas de subalternité, d'exploitation, d'esclavage ; des expériences d'autonomie et d'autosuffisance, par opposition à la dépendance à laquelle nous sommes soumis ; d'autres valeurs qui guident l'organisation de la vie, basées sur l'attention et la réciprocité en réseau ; d'autres systèmes productifs qui ne provoquent pas la destruction ou la concentration des richesses et qui, au contraire, produisent de la vie ; un autre rapport à la spiritualité, parce que les gens recherchent du sens et qu'il ne faut pas sous-estimer cela. Et plus encore : un passage des droits individuels – qui peuvent suggérer l'idée que le capitalisme est bon pour autant que les droits soient respectés – aux droits collectifs, qui vont au-delà des droits humains et s'étendent aux autres êtres vivants.

Et ce ne sont pas des luttes isolées : dans cette construction, les communautés s'articulent. Les diverses articulations de communautés paysannes qui existent dans tout le Brésil sont des espaces pédagogiques dans lesquels on enseigne et on apprend à lutter, dans lesquels on réfléchit sur la pratique et on crée des stratégies, et dans lesquels la lutte est transformée.

Lorsque des communautés se rencontrent dans la « Toile des peuples et des communautés traditionnelles de l'État du Maranhão », par exemple, on perçoit que les luttes sont interconnectées. Si à São Luís un port privé, à capitaux chinois, soutenu par le gouvernement de l'État, expulse la communauté paysanne de Cajueiro, alors la voie ferrée qui desservira ce port expulsera ensuite de leurs territoires d'autres communautés, comme le feront les plantations ou l'extraction de minerai dont la production s'écoulera au moyen de cette voie ferrée et de ce port. La lutte de Cajueiro devient donc centrale.

S'il y a une chaîne de déterritorialisation, il y a aussi une chaîne de résistance à l'avancée du capital. Il existe au Brésil de nombreuses communautés qui résistent depuis des siècles. Les campagnes au Brésil ne

sont pas un vide démographique et ce sont elles qui bloquent l'avancée du capital.

Pendant longtemps, nous nous sommes orientés à partir d'idées distantes et avons oublié de regarder ce qui nous est tout proche, déjà en action dans le présent. Nous nous retrouvons désolés, vaincus, écrasés par la succession de nouvelles qui annoncent la fin du monde.

Ainsi, dans une rencontre de cette « Toile » du Maranhão, par exemple, ceux qui souffrent le plus de la violence du capital jouent du tambour, lèvent les maracas, dansent, chantent « par la loi ou par la bagarre nous gagnerons ». Du Maranhão au Mato Grosso du Sud, les communautés guaranies soumises à une violence extrême croient en la transformation de leurs terres dévastées et en la reconstruction du monde guarani. Cette spiritualité, cette joie et cet espoir sont politiques. Parce que ces communautés connaissent déjà un autre présent et savent qu'un autre avenir est possible.

Quelqu'un pourrait dire que tout cela n'est qu'une idéalisation - il y a toujours ceux qui argumentent de la sorte quand on parle des luttes paysannes. On peut se demander si l'idéalisation n'est pas chez ceux qui disent cela, lorsqu'ils imaginent que seules sont possibles des propositions parfaites. Il est important d'observer ce qui est positif et de se rendre compte que, durant ces processus, les difficultés et les problèmes - qui existent - sont discutés et affrontés. L'utopie à construire est l'utopie possible. Car il est impensable et sans lien avec la réalité de croire que le chemin soit exempt de difficultés et de contradictions.

Ces résistances indiquent des pistes à un moment où le système s'effondre et la civilisation se trouve dans une impasse : soit nous transformons radicalement notre façon d'être dans ce monde, soit nous serons anéantis. La pandémie en est un symptôme évident. Bolsonaro en est un symptôme. Ils n'en sont pas la cause. Nous devons lutter contre la pandémie et contre Bolsonaro, de manière urgente, large et énergique. Mais il nous faut imaginer les possibles bien au-delà de tout cela.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3550.**

- Traduction [Le Grand Soir](#). Traduction ponctuellement modifiée par Xavier Plassat, puis Dial.

- Source (français) : [Le Grand Soir](#), 24 septembre 2020.

- Texte original (portugais) : [site du Monde diplomatique Brasil](#), 20 juillet 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française originale (Le Grand Soir - <https://www.legrandsoir.info>) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] En juin 2020 - NdT.

[2] Le *grilagem*, que pratiquent les *grileiros* - NdT.

[3] Prévoyant la régularisation a posteriori de terres accaparées - NDT.

[4] Cette région de savane, représentant 22% du territoire brésilien, qui s'étend au sud de la forêt amazonienne, est extrêmement riche en biodiversité - NdT.

[5] *Velho Chico* : appellation affectueuse du fleuve São Francisco - NdT.

[6] Diminutif utilisé largement au Brésil pour parler de l'agrobusiness, une publicité de la Globo a même eu pour slogan « L'Agro est pop ! » - NdT.

[7] Agence de journalisme d'investigation - NdT.

[8] Joli néologisme - NDT.

[9] Contre Dilma Rousseff - NdT.